

## Programme de Gestion de l'Aide: Atelier des meilleures pratiques PGA 2012

### Introduction

L'atelier PGA sur les meilleures pratiques, un événement annuel phare de Development Gateway, a eu lieu pour la cinquième année consécutive en décembre 2012, à Dakar, au Sénégal. Mettant l'accent sur des thèmes liés au développement tels que la **transparence, la redevabilité et les résultats**, l'événement attire un nombre croissant de participants des pays utilisant la Plateforme de Gestion de l'Aide (PGA), des donateurs et des organisations partenaires. Depuis la première édition, organisée à Nairobi en 2008, la famille de la PGA s'est élargie pour atteindre 22 pays<sup>1</sup>, répartis sur les quatre continents.

Les ateliers sont conçus autour d'une série de discussions thématiques et de présentations par pays sur les questions clés liées à l'information sur l'aide, la coordination, la transparence et l'utilisation de la PGA. Les objectifs principaux sont de faciliter les discussions sur les questions essentielles relatives à la PGA, en particulier les défis en matière de gestion et de coordination des informations sur l'aide ; d'encourager les partenariats entre les pays utilisateurs de la PGA, et de recueillir les commentaires des utilisateurs pour renforcer l'application et le programme PGA. Bien que le but de l'atelier soit de promouvoir l'échange de bonnes pratiques et de leçons apprises sur la gestion des informations sur l'aide, l'événement est aussi une occasion pour les participants d'échanger sur les derniers développements politiques dans le domaine de l'efficacité et de la transparence de l'aide, grâce à la présence de DG à des fora tels que l'Initiative Internationale sur la Transparence de l'Aide (IITA) et le 4<sup>ème</sup> Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Busan.

Par ailleurs, les ateliers offrent une occasion exceptionnelle aux membres de la famille de la PGA de se rencontrer, de discuter et d'apprendre des expériences des autres, et donc de renforcer encore la coopération "Sud-Sud". La session "Expo des pays" est une des parties les plus appréciées de l'événement, car elle permet aux pays de mettre en valeur leurs meilleures pratiques et de fournir des solutions aux problèmes concrets, et qui peuvent être reproduites ailleurs.



*Photo de famille PGA, Dakar, Sénégal, décembre 2012*

---

<sup>1</sup> Burkina Faso, Burundi, Éthiopie, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Kosovo, Kirghizistan, Laos, Libéria, Madagascar, Malawi, Moldova, Népal, Niger, Ouganda, République démocratique du Congo, Sénégal, Sud Soudan, Tanzanie, Timor-Leste et Togo.

L'atelier 2012, intitulé «**Ressources, Résultats, Voix des Citoyens**», a mis en exergue l'état d'avancement de DG et de ses pays partenaires dans ces trois domaines. Dans son mot d'ouverture, le Directeur Général de Development Gateway, M. Jean-Louis Sarbib a souligné le défi de changer le cadre de référence et de discuter des ressources dans leur ensemble, plutôt que de l'aide uniquement. Au lieu de la perception commune sur l'aide, cette dernière doit être considérée comme un catalyseur de la croissance économique et d'une partie des ressources de la nation. Comme l'accent se déplace vers les ressources, internes et externes, et les contributions du secteur privé, l'objectif final des ressources devrait être de contribuer aux objectifs de développement. Sur le plan pratique, cette nouvelle approche est soutenue par les pays via la liaison de tous les systèmes existants - tels que la PGA et tous les systèmes nationaux impliqués dans les processus de ressources - afin d'assurer que l'information est partagée de manière transparente, et accessible à tous les intervenants, y compris les citoyens et les partenaires au développement.

### **Ressources**

Le programme de la journée d'ouverture portait essentiellement sur le **suivi des ressources**, en particulier sur les moyens de gestion intégrée des ressources grâce à l'intégration de la PGA avec les systèmes budgétaires nationaux. Plusieurs pays sont actuellement en train de lier leurs systèmes budgétaires avec la PGA, et ont pu partager leurs expériences.

La session sur le suivi de l'après Busan et les dernières nouvelles de l'IITA a fait le bilan de l'impact de la crise économique mondiale en ce qui concerne la baisse du niveau de l'aide et la façon dont cette situation peut être atténuée par la stimulation des économies intérieures des pays. La solution comprend également la mobilisation des ressources intérieures, avec des résultats clairs, qui nécessitent des systèmes pour partager les connaissances de façon transparente et permettant ainsi d'avoir des statistiques plus précises.

Depuis le Forum de haut niveau de Busan en 2011, l'IITA a élargi le nombre de ses signataires de 22 à 35, dont certains acteurs importants - les Etats-Unis, le Canada, l'UNOCHA et le Programme Alimentaire Mondial. Le Secrétariat de l'IITA a travaillé avec le CAD (Comité d'Aide au Développement) de l'OCDE sur les engagements pris à Busan pour mettre en œuvre un standard commun pour la publication des informations sur les ressources fournies à travers la coopération au développement. Le standard ouvert commun permet la publication électronique d'informations à jour, complètes et prévisionnelles sur les ressources fournies par la coopération au développement. Un élément central du travail de l'IITA est d'améliorer la qualité et la disponibilité des informations demandées par les pays en développement, ce qui est crucial car près de 100 organisations ont déjà commencé à publier. En tant que l'un des pays pilotes de l'IITA, la **RDC** a partagé ses expériences en tant que membre de l'IITA, et sur les quatre missions de l'IITA qui ont eu lieu jusqu'ici. Celles-ci ont conduit à un échange automatique de données entre la PGA et certains donateurs, en utilisant le standard de l'IITA. Ceci a produit plusieurs améliorations pour le gouvernement en matière de précision, de rapidité et de fréquence des informations, ainsi qu'une meilleure collecte des budgets prévisionnels des bailleurs de fonds.



**Lier l'aide aux budgets nationaux** est une façon de *refléter* l'aide dans la documentation budgétaire interne et externe, ainsi que *d'intégrer* totalement les informations sur l'aide dans le processus de prise de décision. Le lien réel peut être fait par un mécanisme d'échange d'informations entre un système de gestion de l'aide et un système de gestion budgétaire. L'information partagée concerne principalement les décaissements prévus pour des projets financés par l'aide et inscrits au budget, et les décaissements effectifs des donateurs au gouvernement. Lorsque l'aide n'est pas intégrée au budget, cela signifie que les pays ne peuvent pas gérer leurs propres ressources avec efficacité et efficience, et la responsabilité nationale se trouve affaiblie.

Au **Timor-Leste**, DG a travaillé avec le gouvernement pour créer un «budget combiné des sources», qui suit toutes les ressources, y compris toutes les informations des bailleurs de fonds. Selon l'expérience du Timor, le processus a été facilité en mettant clairement l'accent sur l'intégration de la PGA aux systèmes budgétaires dès le début du projet. Par conséquent, les prochaines étapes nécessaires, comme la gestion des informations sur l'aide alignées au budget, et la sensibilisation des parties prenantes, seront plus facilement mises en œuvre. De plus, grâce aux tableaux de bord interactifs créant des visuels clairs de localisation des projets, l'analyse permettant la prise de décision peut être faite en quelques minutes.

Dans le cas du **Népal**, l'intégration aux systèmes budgétaires soutient le Comité des Ressources du pays dans l'estimation des projections pluriannuelles. Elle permet également une meilleure compréhension de la situation financière de projets de développement et soutient le suivi et l'évaluation.



Délégués du Libéria et du Malawi

Le **Libéria**, qui doit lancer la PGA au début de 2013, a décidé d'inclure l'information sur l'aide dans le budget national et de l'utiliser dans la planification budgétaire. En prévision de la mise en œuvre de la PGA, l'Unité de la Gestion de l'Aide nouvellement créée a collecté auprès de l'ensemble des donateurs des données portant sur les projections à moyen terme pour les trois prochaines années. En s'appuyant sur une pratique du Malawi, le Libéria a également créé une carte de notation des donateurs, comme un moyen d'incitation de recevoir à temps les informations des donateurs.

### Résultats

La deuxième journée de l'atelier a été consacrée aux outils et aux méthodes de **suivi et d'évaluation des résultats** de l'aide dans le contexte plus large du financement du développement. Les séances visaient à démontrer en détail les outils pour les activités de géocodage au niveau sous-national, les modules du Système d'Information Géographique (SIG) pour la cartographie et la création de visualisations de

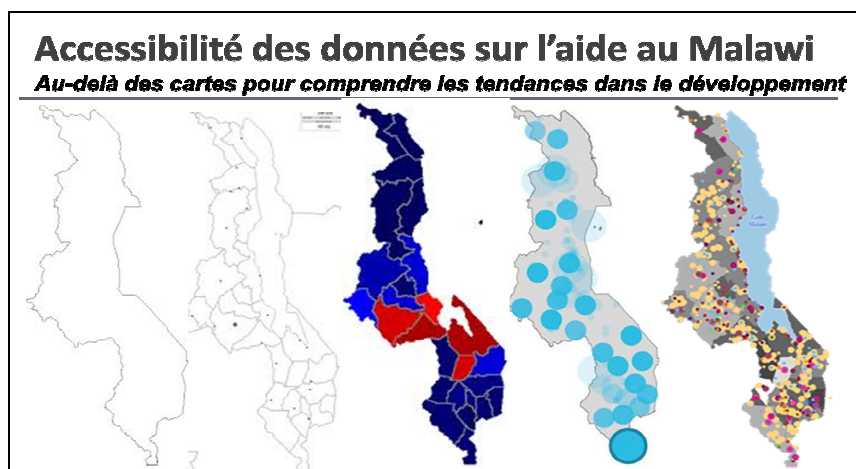
données, tout ceci offrant aux preneurs de décision des informations actualisées sur la situation dans leur pays.

La présentation « Pourquoi les résultats sont importants » a introduit les participants sur les notions de bases de suivi et d'évaluation, ainsi que sur l'importance de la gestion des résultats. En outre, elle a souligné comment l'utilisation des retours d'information (*feedback loops*) est essentielle pour le changement et la correction des politiques et des programmes qui ont été mal ciblés. La gestion des résultats porte sur l'utilisation des données de performance, ce qui fournit un moyen de mieux comprendre et aide à la prise des décisions relatives aux effets attendus et inattendus de la politique ou du programme. Par exemple, au niveau national, cette information permet aux décideurs d'évaluer et de guider les progrès vers la réalisation des stratégies de développement national. À l'échelle provinciale, les décideurs sont en mesure d'évaluer les progrès réalisés pour la mise en œuvre et de s'adapter à des conditions changeantes. En outre, l'information sur les résultats permet d'assurer que le programme répond aux besoins des citoyens.

Tout en évitant les pièges de la « fragmentation du suivi & évaluation », il est également important de reconnaître qu'un modèle unique ne convient pas à tous. Les leçons apprises soulignent la nécessité de promouvoir la gestion des résultats en tant que système national, en se concentrant sur les résultats au niveau des pays, et pas seulement sur les rapports aux donateurs. Les autres points importants comprennent la nécessité d'exploiter les nouvelles technologies, dont certaines peuvent réduire le coût de la collecte des données, et de visualiser les données existantes sur les résultats afin d'impliquer plus les citoyens en recueillant leurs avis.

DG a également fait le bilan du géocodage et du travail de visualisation effectués en 2012, en particulier la mise en place des modules de SIG mis en œuvre au Libéria, au Népal, au Laos et en Haïti, ainsi que le géocodage des activités d'aide au Népal et au Laos. Les leçons tirées de ces entreprises sont intégrées dans la mise à niveau du standard de géo- référencement de l'IITA. Les prochaines étapes comprennent des améliorations supplémentaires du module Cartographie de la PGA, basées sur les commentaires des pays, ainsi que le géocodage de l'ensemble des projets des bailleurs de fonds dans plusieurs pays.

Une présentation sur les données ouvertes sur l'aide (*open aid data*) au **Malawi** a montré pourquoi la géographie de l'aide est essentielle pour la compréhension de la répartition de l'aide dans le pays pour mieux suivre l'état d'évolution des activités sur le terrain, ainsi que l'identification des régions mal desservies.





Suite à l'engagement mondial croissant d'améliorer la transparence de l'aide, le gouvernement des États-Unis a lancé ses propres tableaux de bord sur l'aide<sup>2</sup>, qui deviendront un guichet unique pour le gouvernement américain concernant les données sur l'aide étrangère. Les données visualisées incluent des cartes d'intensité, des graphiques interactifs et des diagrammes, ainsi que des pages de demande de données permettant aux utilisateurs de télécharger des ensembles de données complets, leur permettant d'analyser toutes les données actuellement disponibles.



Délégués de l'Éthiopie

L'*Open Aid Partnership* (OAP) réunit des partenaires au développement (la Banque Mondiale, des donateurs bilatéraux, des fondations et la société civile) pour améliorer l'accessibilité et l'efficacité de l'aide au développement. L'OAP s'appuie sur la l'Initiative de cartographie pour les résultats (*Mapping for Results Initiative*), mis en œuvre par DG, qui comprend 30.000 activités cartographiées dans 143 pays. Le partenariat vise à améliorer la transparence et la coordination de l'aide en élaborant une « carte ouverte de l'aide » qui permet de visualiser l'emplacement des programmes financés par les bailleurs de fonds au niveau local. Le partenariat vise également à mieux suivre l'impact sur les citoyens, à améliorer le ciblage des programmes de développement, et aussi à promouvoir la redevabilité en autorisant les citoyens à faire des commentaires directs sur les résultats des projets.

Les technologies géo spatiales sont également une priorité pour l'USAID, qui a établi un nouveau *GeoCenter*. L'objectif est d'intégrer les concepts géo-spatiaux, et de tirer des leçons sur le suivi et l'évaluation de la conception des programmes et des cycles d'implémentation. Une partie importante du travail du centre sera de créer des cartes et d'effectuer l'analyse spatiale des programmes dans les pays où travaille l'USAID. Ce travail sera, en partie, réalisé par Development Gateway grâce à son partenariat avec le *Collège of William and Mary*, pour créer le Centre AidData pour les politiques de développement. La session sur les résultats a également inclus une discussion sur l'avenir du programme PGA.

### ***Voix des citoyens***

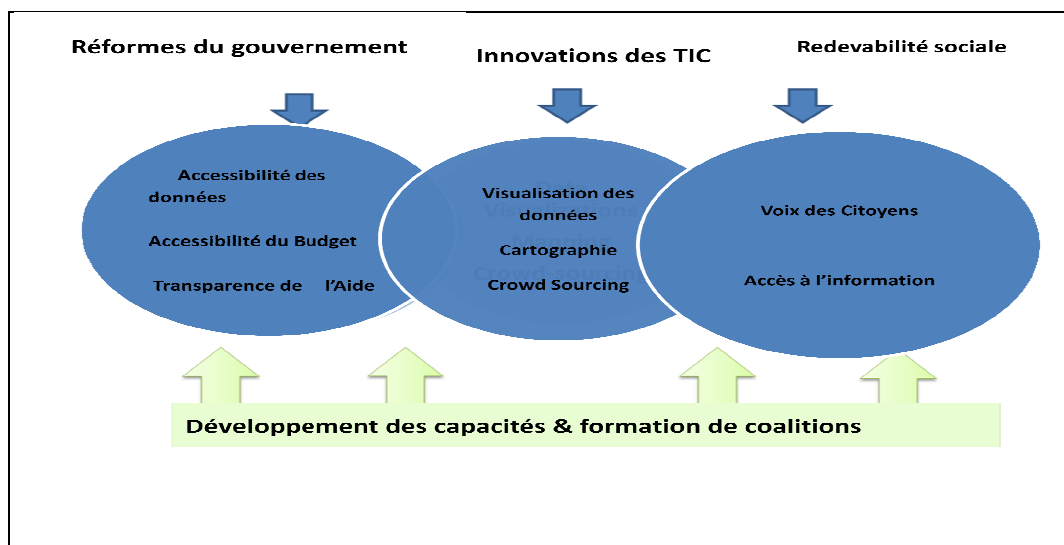
Lors de la dernière journée, l'accent a été mis sur les moyens de **prendre en compte les voix des citoyens** et sur le potentiel du développement de la technologie mobile pour impliquer les citoyens dans le processus de développement. Les applications mobiles peuvent permettre de mettre en place un

---

<sup>2</sup> [www.foreignassistance.gov](http://www.foreignassistance.gov)

cycle de réception et de diffusion des informations entre les donateurs, les gouvernements et les autres parties prenantes. Avec des informations géographiques spécifiques sur les projets, les citoyens et les bénéficiaires sur le terrain pourraient avoir accès aux documents des projets mis en œuvre dans leurs communautés. Ils pourraient agrémenter ces documents en mettant des commentaires ou des photos sur les progrès et les résultats, ou encore participer à la planification de nouveaux projets. Autre fait important, cette session a fait le bilan du nombre croissant des vues publiques de la PGA et a permis de discuter des bénéfices produits par une meilleure transparence.

L'un des objectifs finaux de l'accessibilité des données et de l'utilisation des outils des TIC est l'augmentation de la redevabilité dans les services publics et les activités de développement. À cette fin, l'accès à l'information est crucial afin d'assurer une implication des citoyens dans les projets publics. Le Kosovo et le Timor Leste sont deux exemples de pays qui ont créé des portails publics de leurs PGA afin de permettre à la société dans son ensemble de suivre la façon dont le financement du développement est dépensé. Dans le cas du **Kosovo**, la décision a été prise à un stade précoce, car le gouvernement voulait promouvoir la PGA comme source officielle d'information sur l'aide étrangère<sup>3</sup>. En conséquence, toutes les demandes de renseignements du public sur l'aide sont dirigées en première instance vers le site public de la PGA. Au **Timor-Leste**, la PGA publique, appelée Portail de la Transparence de l'Aide, est une partie du Portail national de la Transparence<sup>4</sup>, qui abrite aussi des portails sur la transparence budgétaire, l'e-procurement et les résultats du gouvernement.



*Des éléments d'une approche ouverte de développement*

Si la transparence et l'accès à l'information sont les premiers pas vers l'engagement des citoyens, les prochaines étapes porteront sur les moyens pratiques de communication pour les citoyens. Les TIC ont été identifiées comme la pièce manquante pour fixer le lien rompu de communication entre les gouvernements, les citoyens et les organisations internationales. Grâce à une plus grande participation des utilisateurs finaux, la voix des citoyens peut être entendue par SMS, par la cartographie et par les

<sup>3</sup> Voir <http://public.amp-mei.net>

<sup>4</sup> <http://www.transparency.gov.tl>

médias sociaux. Cela est particulièrement vrai dans le cas des populations dans les zones reculées et sous-développées. Ainsi, la « boucle des retours » peut être fermée et la qualité du service améliorée. Le *U-report*<sup>5</sup> en Ouganda est un exemple de la façon dont les TIC ouvrent des possibilités aux citoyens de faire entendre leur voix. Ce service gratuit basé sur les SMS permet aux jeunes Ougandais de s'exprimer sur ce qui se passe dans les communautés à travers le pays, et de collaborer avec d'autres leaders de communautés pour un changement positif. Des sondages hebdomadaires sont envoyés via SMS, couvrant un éventail de sujets et demandant des rapports sur la prestation des services. Les U-reporters peuvent également signaler à tout moment d'autres questions soulevées dans leur communauté. À ce jour, ce système de feedback SMS comporte près de 200 000 volontaires.

Au fur et à mesure que les mises en œuvre de la PGA mûrissent dans plusieurs pays, la façon dont le système est utilisé s'approfondit et s'élargit pour couvrir d'autres domaines politiques. En **RDC**, où la PGA est utilisée depuis 2008, le système est maintenant dans une phase importante, avec un accès étendu au niveau des provinces. Cette extension est réalisée grâce aux importants efforts fournis pour renforcer le travail de la RDC vers la décentralisation de la gouvernance de base et des fonctions décisionnelles. Alors que la PGA se développe géographiquement en RDC, **Madagascar** utilise le système pour extraire des données spécifiques au niveau sectoriel. La Cartographie des actions engagées en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (MAFSAN)<sup>6</sup> est une plateforme web développée par la FAO et destinée à aider les parties prenantes à l'échelon national, régional et mondial à partager l'information relative à leurs investissements en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Puisque l'information requise pour la plate-forme MAFSAN est déjà disponible dans la PGA, les projets pertinents sont extraits de la PGA pour être exportés vers le MAFSAN. De même, **au Malawi**, les projections de l'aide pour l'année à venir, sont extraites de la PGA et envoyées aux partenaires au développement pour la confirmation et la budgétisation finale. En outre, la PGA sert de source d'information pour l'Atlas annuel de l'aide. L'Atlas détaille les activités des partenaires au développement dans tous les secteurs de l'économie et fournit une brève analyse des progrès par rapport aux engagements de l'efficacité de l'aide.

### ***L'Expo des pays***

L'Expo constitue l'un des moments clefs de l'atelier PGA, et une source d'inspiration pour DG et ses pays partenaires. Cette session donne aux délégués des pays l'occasion de présenter les meilleures pratiques liées à leurs mises en œuvre de la PGA. Cette année, le temps consacré à l'Expo a été étendu afin de donner aux participants plus de temps pour discuter bilatéralement et partager leurs expériences. Comme c'est le cas chaque année, plusieurs pratiques novatrices ont été exposées, notamment: le portail public du Kosovo ; l'alignement de l'aide du Libéria avec les budgets, ainsi que les processus de prévision plus précis et la projection des flux de l'aide ; l'inclusion des activités humanitaires dans la PGA en Haïti; la liaison de l'aide avec les ressources nationales dans la PGA au Sénégal ; les activités liées à l'Open Aid Partnership et au géocodage au Malawi ; et les rapports sur l'aide produits à l'aide de la PGA en Éthiopie, au Népal et au Burkina Faso.

---

<sup>5</sup> <http://ureport.ug>

<sup>6</sup> [www.mafsan.org](http://www.mafsan.org)

Comme dans le passé, les participants à l'atelier ont été invités à voter pour la meilleure pratique PGA de l'année. Cette année, les votes ont abouti à une égalité et les participants à l'atelier ont pu féliciter deux gagnants. Les meilleures pratiques provenaient de:

- **La République Démocratique du Congo** pour le pilote d'échange d'informations de l'IITA.
- **La Tanzanie** pour son "flash report", rapport mensuel sur les décaissements d'aide au développement, et qui est diffusé en ligne.



*Expo des pays: des délégués du Sénégal et du Togo en train d'échanger sur les meilleures pratiques de leurs pays.*